

La

Voie de l'emploi

Prenez votre
carrière en main

Volume 9 - Numéro 1 - JAN/FEV 2015

**Aérospatiale agriculture aquaculture biosciences commerce construction culture éducation énergie finance foresterie pêche
métiers santé manufacture service sport technologies de l'information tourisme vente transport transformation des aliments**

Revue sur la planification de carrières et la recherche d'emplois à l'Île-du-Prince-Édouard

Premier emploi en carrière

Mélissa Arsenault se trouve chanceuse. À peine quelques jours après avoir conclu ses études de baccalauréat en nutrition de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard, le 21 novembre 2014, elle a eu son premier emploi, exactement dans son domaine.

«Je suis très contente car même si c'est un domaine de plus en plus populaire, les emplois à l'Île sont encore rares. Dans mon groupe d'études, je suis la seule qui a trouvé un emploi dans mon domaine à l'Île, et c'est parce que je suis bilingue», dit la jeune femme.

Mélissa a en effet commencé à travailler comme nutritionniste bilingue à l'Alliance pour une saine alimentation à l'Île-du-Prince-Édouard. Son travail l'amènera à voyager d'un bout à l'autre de la province pour livrer des programmes de l'Alliance, surtout dans les écoles et les centres de la petite enfance, ainsi que pour répondre aux demandes de divers organismes.

Études exigeantes de quatre ans

Le programme d'études qui permet de devenir diététicienne offre au moins deux formules. La formule n° 1 consiste à suivre un programme de quatre ans pour ensuite effectuer seulement un an d'internat, pour un total de cinq ans, avant de pouvoir passer l'examen de l'ordre professionnel des diététistes.

La formule n° 2 est celle que Mélissa a choisie. Il s'agit d'une for-

mule ou les internats sont intégrés à l'intérieur des quatre années d'études, durant les étés, à partir de la fin de la troisième année. En suivant cette formule, elle a travaillé dans six endroits différents, incluant le milieu hospitalier, les foyers pour personnes âgées, le service de la nourriture, la diététique communautaire, lui permettant chaque fois d'acquérir de nouvelles compétences et de mettre en ratique les enseignements reçus.

«Il faut maintenir de très bonnes moyennes pour faire ce programme intégré car ça demande beaucoup de travail, mais on sauve un an. En mai 2015, je vais me présenter à l'examen de l'ordre professionnel des diététistes pour devenir diététicienne enregistrée. En attendant, je suis candidate à l'enregistrement», précise Mélissa.

Pour avoir le droit de s'appeler diététiste, il faut respecter certains critères. C'est une appellation qui protège ceux et celles qui ont les compétences, mais ça protège aussi le public, qui est bombardé par toute sorte d'information plus ou moins vraie en matière de nutrition. «N'importe qui peut se dire nutritionniste, avec un petit cours de quelques semaines. Il faut faire attention à qui on fait confiance», dit la jeune femme.

Mélissa est la fille de David et Cindy Arsenault d'Abram-Village est elle a terminé sa 12^e année à l'école Évangéline en juin 2010. «J'ai toujours été intéressée par les sciences et la cuisine. Et j'ai toujours



Mélissa Arsenault (à droite) a commencé à travailler dans son domaine aussitôt ses études terminées. On la voit ici qui discute de la valeur nutritive de la râpura acadienne avec Léona Gallant, à la cafétéria de l'école Évangéline.

voulu travailler dans le domaine de la santé, mais je n'aimais pas le sang. J'ai mélangé ces deux intérêts et je suis bien contente de commencer mon nouvel emploi.»

Une bonne alimentation est la meilleure chose qu'on peut faire par

soi-même pour rester en santé, surtout si on fait un peu d'exercice. En maintenant un poids santé, on prévient plein de maladies comme le diabète, les maladies du cœur un grand nombre de cancers et on ménage nos genoux.

Si un emploi en tourisme vous attire!

L'Association touristique provinciale, TIAPEI, tiendra le mercredi 18 février, sa foire aux emplois touristiques. L'événement se tiendra de 9 h à 16 h au Centre Murchison, 17, av. St. Pius X à Charlottetown.

Au fil des années, cette foire aux emplois est devenu un rendez-vous incontournable pour les employeurs et les chercheurs d'emplois dans

le domaine touristique. L'an dernier, 600 personnes s'y sont présentées, dans le but d'échanger des informations, de vérifier les opportunités d'emplois, et de démarrer leurs démarches de recherche d'emploi.

Les quelque 30 employeurs présents au salon de l'emploi peuvent ainsi recruter, interviewer, et même, embaucher, pour les quelque 50 entreprises qu'ils représentent.

Ils observent aussi comment les candidats se comportent en public, comment ils se présentent, et comment ils interagissent. Comme la foire se poursuit assez tard dans la journée, les élèves des écoles secondaires peuvent s'y rendre pour voir la variété des emplois offerts en tourisme.

Elle attire aussi des agences de placement et de recrutement, des institutions de formation en tou-

risme, et une variété d'entreprises qui veulent profiter de cette opportunité pour rencontrer des gens et pour faire du réseautage.

L'industrie touristique crée chaque année l'équivalent de 7 000 emplois à temps plein, génère 380 millions de dollars et représente 7 % du produit intérieur brut, ce qui est la plus haute proportion des provinces du Canada. Info : www.tiapei.pe.ca.

PERCÉ 2015 recrute

Programme de stage dans le domaine d'études du candidat de l'ÎPÉ à l'ÎPÉ

Les dirigeants du programme PERCÉ sont à la recherche de 25 étudiants postsecondaires pour participer à des stages de travail rémunérés à l'Île l'été prochain.

«L'objectif principal de ce programme est de donner la chance à ces étudiants de vivre une belle expérience de travail salarié dans leurs domaines d'études ici, dans leur province natale. Ça leur fait voir qu'ils n'ont pas nécessairement besoin d'aller à Toronto ou à Calgary pour travailler dans leur domaine», explique Stéphane Blanchard, agent de développement jeunesse de RDÉE Île-du-Prince-Édouard, organisme qui gère ce programme depuis une douzaine d'années.

Le stage même dure de 10 à 12 semaines. De plus, les participants bénéficient d'une semaine d'orientation et de formation.

«Nous leur faisons explorer et redécouvrir leur province, nous leur faisons visiter des entreprises reliées à leur domaine et nous les aidons à établir des contacts importants», ajoute-t-il. «Nous leur faisons voir qu'il est bien possible de faire vie et

carrière ici à l'Île.»

En 2013, le programme PERCÉ, créé ici même à l'Île-du-Prince-Édouard, et reconnu comme une pratique exemplaire par RDÉE Canada, a célébré son 10^e anniversaire.

À cette occasion, RDÉE ÎPÉ a sondé ses anciens participants pour tenter de mesurer son taux de succès et le rôle du programme dans la décision des jeunes professionnels de revenir travailler et vivre à l'Île.

En 2005, Josée Gallant, devenue depuis Josée Gordon, a participé à PERCÉ.

Aujourd'hui travailleuse sociale dans la région Prince-Ouest, Josée confirme que son expérience avec PERCÉ a été très utile. «Quand on est jeune et qu'on vient de finir nos études, c'est difficile parfois de percer le marché du travail et de trouver l'emploi qui correspond à notre domaine d'études. Grâce à mon stage PERCÉ, j'ai pu rencontrer les professionnels dans mon domaine, ce qui m'a ouvert des portes», a indiqué la jeune femme.

Même si tous les jeunes qui font le programme PERCÉ ne réussissent pas à se trouver un travail de rêve dans leur province natale, le stage



Cameron Francis de Crapaud (au centre) qui étudie au Sheridan College and Institute of Technology en théâtre musical, a fait son stage avec le Festival of Small Halls Inc. en tant que commanditaire, en 2014.

rémunéré, dans leur domaine, s'inscrit comme une étape cruciale dans leur parcours professionnel et leur cheminement vers une carrière stimulante.

L'agent de développement invite donc tous les jeunes qui sont intéressés à faire partie du programme de visiter le site Web www.perce.pe.ca pour les détails et pour remplir le formulaire d'intérêt. Il faut s'y inscrire au plus tard le 27 mars 2015. À noter que le bilinguisme sera considéré comme un atout.

Les dirigeants du programme évalueront alors les demandes et, par l'entremise d'un système de pointage avancé, choisiront les 25 candi-

dates les plus méritants.

RDÉE utilise ensuite ses contacts, collectés sur plus de 10 ans de partenariats, pour trouver à chaque participant choisi un lieu de stage approprié. Le stagiaire recevra alors le salaire que reçoit un débutant dans ce genre de travail.

De 2004 à 2013, le domaine d'études le plus fréquent parmi les participants à PERCÉ était la santé et les services sociaux, avec 37 % des participants.

L'administration et les finances, avec 18 %, était suivie de près par les sciences, avec 17 %. D'autres domaines incluent l'éducation et les technologies, ainsi que la récréologie.

Louise Arsenault aime acquérir de nouvelles compétences

Louise Arsenault est musicienne. Quand il s'agit de trouver ses notes sur un violon, elle n'a pas sa pareille. Sur

une échelle de 1 à 10, sa compétence est à 12. Pour le travail de bureau, c'est une autre histoire.

Également, dans le passé, elle a

joué dans des pièces de théâtre, comme la Cuisine à Mémé, et la pièce récente sur les femmes, Acadiennes d'hier à aujourd'hui, en plus du théâtre d'été au Centre Expo-Festival. Mais elle n'avait jamais coordonné une pièce de théâtre.

«Je sentais que j'avais besoin d'apprendre de nouvelles choses pour pouvoir éviter des périodes de chômage et même des périodes sans revenu. Quand j'ai vu que le Conseil scolaire-communautaire Évangéline recherchait quelqu'un pour coordonner le Théâtre du Soleil oublié, avec un programme de Compétences Î.-P.-É., j'ai saisi l'occasion», dit Louise Arsenault, de son bureau à Abram-Village.

De novembre 2014 à mars 2015, elle coordonne les activités de mise sur pied du théâtre du Soleil oublié. La première pièce a été présentée l'automne dernier, et la seconde sera présentée en mars 2015.

«C'est nouveau pour moi de travailler du côté de la coordination et j'apprends des petites choses chaque jour. Je pense que ce qui est le plus différent pour moi, c'est de

me servir d'un ordinateur en français et de faire toutes les communications du projet en français», dit Louise Arsenault qui, dans sa vie de tous les jours, avait l'habitude de passer à l'anglais dès qu'elle se servait de l'ordi.

«Et j'apprends aussi à me servir de nouveaux logiciels pour faire de la publicité et des petits montages. Je sais que ça paraît simple, mais c'est nouveau pour moi de créer une petite affiche pour promouvoir quelque chose. Quand j'ai du temps, je donne un coup de main aux autres membres de l'équipe du CSCÉ, comme ce petit poster. C'est mon premier et j'en suis très fière», dit Louise Arsenault.

Au CSCÉ, elle s'occupe aussi du service aux clients. Elle a appris à faire fonctionner la photocopieuse pour pouvoir répondre aux demandes en ce sens. «Et quand je suis bloquée, que j'ai besoin d'aide, les autres membres de l'équipe m'assistent et par la suite, je peux leur rendre service. Le travail dans une équipe de bureau, c'est aussi nouveau pour moi», dit Louise Arsenault.



Louise Arsenault est fière de la toute première affiche qu'elle a réalisée à l'ordinateur. Elle apprend de nouvelles choses à l'emploi du CSCÉ grâce à Compétences Î.-P.-É.

Trade HERizons

Pour les femmes qui veulent une carrière non traditionnelle

Même si les cloisons entre les métiers dits féminins et masculins sont de moins en moins épaisses, il reste encore du chemin à faire pour que les femmes puissent considérer, sans égard à leur genre, de devenir électriciennes, plombières, machinistes ou soudeuses.

C'est pourquoi le Women's Network de l'Île-du-Prince-Édouard a mis sur pied le programme Trade HERizons, pour encourager les femmes à explorer des métiers non traditionnels, dans une formule qui fait ses preuves depuis ses débuts en 2010.

En prévision de la première cohorte 2015, de janvier à mars, le recrutement s'est fait au début du mois de décembre, au cours de trois rencontres d'information et de sélection des candidates. Jennifer Bernard de Charlottetown s'est présentée à une rencontre pour avoir de l'aide. «J'ai de la misère à décider ce que je veux faire dans la vie. Je change d'idées souvent», dit la jeune femme.

Pendant 12 semaines, les 20 fem-

Catt Labobe a réalisé le programme Trade HERizons en 2013. La photo nous la montre dans le local d'enseignement de la technique de machines de précision du Holland College. La jeune femme étudie maintenant à cette institution. (Photo : Trade HERizons)



mes sélectionnées seront exposées à des connaissances essentielles dans n'importe quel lieu d'emploi. «Nous voyons les compétences essentielles comme la numératie, la lecture et la compréhension de documents. Nous parlons aussi du développement de carrière. Nous les aidons à identifier les secteurs où il y a de la demande, nous leur enseignons comment se comporter au travail et nous leur donnons des conseils pour

se trouver du travail. Aussi, nous travaillons beaucoup sur le développement personnel des femmes», indiquent Catherine Ronohan et Richelle Greathouse, du Women's Network.

Durant Trade HERizon, les participantes sont aussi exposées aux cours de mécanique, de soudage, de technologies variées, de charpenterie et d'autres métiers enseignés aux campus de Holland College de Georgetown, Charlottetown et Summerside, pour les aider à prendre confiance en leur capacité à manipuler des machines différentes.

Selon les deux coordonnatrices, les femmes sont en général de bonnes communicatrices, ont de la facilité à résoudre des problèmes, et peuvent gérer leur temps et le temps des autres membres de leur famille. Ce sont autant de compétences qui peuvent être très utiles dans un métier non traditionnel.

«En soudage, par exemple, les femmes sont très appréciées car elles ont en général une bonne coordination yeux-mains. Pour le travail de précision, c'est précieux», dit Mme Ronohan.

Un bon nombre de métiers non traditionnels s'exercent en plein air. Et c'est vrai que souvent, la force physique est utile. «S'engager dans l'apprentissage d'un métier non traditionnel en vue d'y travailler demande à une femme de se dépasser, et de sortir de sa zone de confort», admet Richelle Greathouse.

Cependant, les femmes qui décident de faire carrière dans des métiers traditionnellement réservés aux hommes apportent au domaine, à leurs collègues de travail, et à

leurs employeurs, des compétences nouvelles dans l'entreprise, une façon différente de planifier le travail, ou d'aborder des problèmes.

De plus, il est urgent de former une relève dans les métiers liés à la construction, au camionnage et au soudage, par exemple, car des pénuries se pointent à l'horizon.

«Pour les femmes, c'est une opportunité. Les emplois traditionnellement réservés aux hommes sont plus payants que les emplois traditionnellement réservés aux femmes, même quand elles ont un cours professionnel équivalent», disent les promotrices du Women's Network.

Ce projet est financé par l'entente fédérale-provinciale sur le développement du marché du travail, et par le gouvernement fédéral par l'entremise du Fond d'emploi Canada-Î.-P.-É.



Richelle Greathouse et Catherine Ronohan sont les principales coordonnatrices du programme Trade HERizons du Women's Network. Ce programme de 12 semaines, gratuit pour les femmes qui sont sélectionnées, aide celles-ci à ouvrir des portes qui leur étaient fermées jusque-là, notamment dans les carrières non traditionnellement féminines.



La cohorte de janvier est remplie mais le Women's Network tient deux programmes par année. Pour en savoir plus, communiquez avec Richelle Greathouse au richelle@wnpei.org.

Moniteurs de langue 16 emplois par année à l'Île



Jessica Desrosiers est monitrice à l'école Elm Street à Summerside. Elle a construit un jeu pour stimuler l'apprentissage du français chez les élèves.

Quiconque gravite autour des écoles françaises et des programmes d'immersion à l'Île-du-Prince-Édouard, a entendu parler des moniteurs et monitrices de langue dans les écoles. À l'Île-du-Prince-Édouard, il y a 16 postes de moniteur de langue dans les écoles, dont 6 dans des écoles françaises.

Le programme qui permet l'em-

bauche, pendant une année scolaire, de 16 moniteurs de langues dans nos écoles s'appelle le programme Odyssée. Financé par Patrimoine canadien, le programme est géré par le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada à l'échelle pan-canadienne et à l'Île-du-Prince-Édouard, par le ministère de l'Éducation et du Développement de

la petite enfance qui assume. Lucille Fontaine est la coordonnatrice.

«C'est un excellent programme et malheureusement, il arrive que nous n'ayons pas assez de candidats qui remplissent les critères pour combler nos 16 postes», dit Mme Fontaine.

Le programme comporte plusieurs volets à explorer, mais le volet précis dont nous parlons s'adresse à des personnes de partout au Canada qui veulent partager leur culture française, travailler en milieu scolaire, voir du pays, faire une pause dans la routine des études, ou simplement, vérifier si une carrière dans l'enseignement serait envisageable pour elles.

C'est justement l'histoire de Jessica Desrosiers de Trois-Rivières au Québec, qui est monitrice à Elm Street, une école élémentaire de Summerside. «J'avais envie de me spécialiser dans l'enseignement du français langue seconde, et mon travail ici m'a confirmé que ce serait un bon choix pour moi. J'aime vraiment cela», a dit la jeune femme, qui a même pris l'initiative de développer des outils d'enseignements qu'elle utilise avec les enfants, en se basant sur leur intérêt pour les jeux vidéo.

Son enseignante superviseuse, Gisèle Babineau, admire la débrouillardise de la monitrice qui partage son temps entre 11 classes d'immer-



En raison d'un manque occasionnel de candidats d'ailleurs au Canada, il arrive qu'on fasse appel à des personnes locales. C'est comme cela qu'Isabelle Pouliot a obtenu le poste à l'école La-Belle-Cloche.

sion et de français de base, de la maternelle à la 6^e année. «Il faut être bon à gérer son temps et être passablement autonome dans ce travail», dit Mme Babineau.

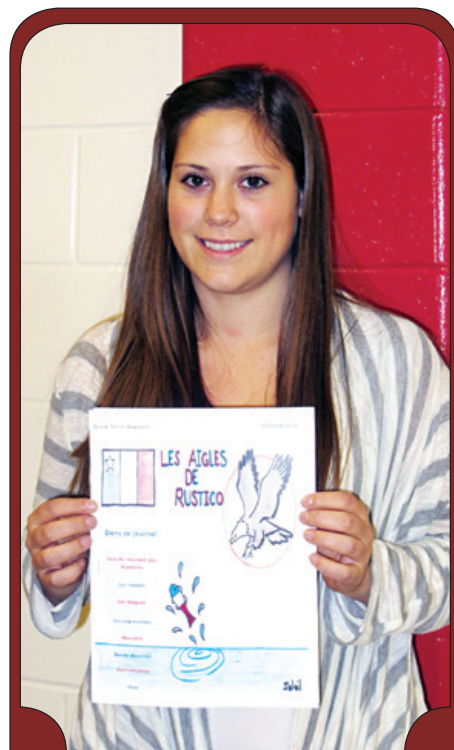
Même si, pour la plupart, les moniteurs et monitrices ne finissent pas leur vie à l'Île, certains y restent ou y reviennent. Parmi les gens connus qui ont fait le programme, mentionnons René Hurtubise, Julie Gagnon et plusieurs autres.

Les moniteurs travaillent de septembre à la fin du mois de mai, soit la durée de l'année scolaire, et ils finissent leurs journées à 15 heures. Cela laisse beaucoup de temps pour les loisirs et même, pour occuper un autre emploi en soirée.

Pour ce travail, ils sont payés 18 500 \$ et ils reçoivent en plus une allocation de 300 \$, quatre fois dans l'année, pour leurs déplacements. Ce n'est pas un salaire extraordinaire, mais leur horaire leur permet d'occuper un autre emploi en soirée.

«Nous avons des moniteurs qui enseignent des classes de français les soirs, surtout dans la région de Charlottetown», soutient Lucille Fontaine. C'est notamment le cas de Chantal Hamel, monitrice à l'école Spring Park, qui enseigne trois soirs par semaine.

La date limite pour s'inscrire au programme pour l'année scolaire 2015-2016 est le 28 février 2015. Pour démarrer le processus, il suffit de remplir les formulaires sur monodyssée.ca, le site Web dédié au programme.



Kim Vincent, monitrice à l'école Saint-Augustin, a beaucoup aidé les élèves à réaliser leur premier journal étudiant.

La Voie de l'emploi

5, Ave Maris Stella, Summerside, Î.-P.-É. C1N 6M9

Tél. : (902) 436-6005 / Téléc. : (902) 888-3976

marcia.enman@lavoixacadienne.com

La publication est disponible en ligne au

www.lavoixacadienne.com et au www.employmentjourney.com

- RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : MARCIA ENMAN
- JOURNALISTE : JACINTHE LAFOREST
- RESPONSABLES DE LA MISE EN PAGE : ALEXANDRE ROY
- IMPRESSION : TRANSCONTINENTAL

La Voie de l'emploi est une publication mensuelle de langue française sur la planification de carrières et la recherche d'emplois à l'Île-du-Prince-Édouard. Elle est le résultat d'une entente financée dans le cadre de l'Entente Canada-Île-du-Prince-Édouard sur le développement du marché du travail. Les opinions et les interprétations figurant dans la présente publication sont celles de l'auteur.e et ne représentent pas nécessairement celles des gouvernements du Canada et de l'Île-du-Prince-Édouard.